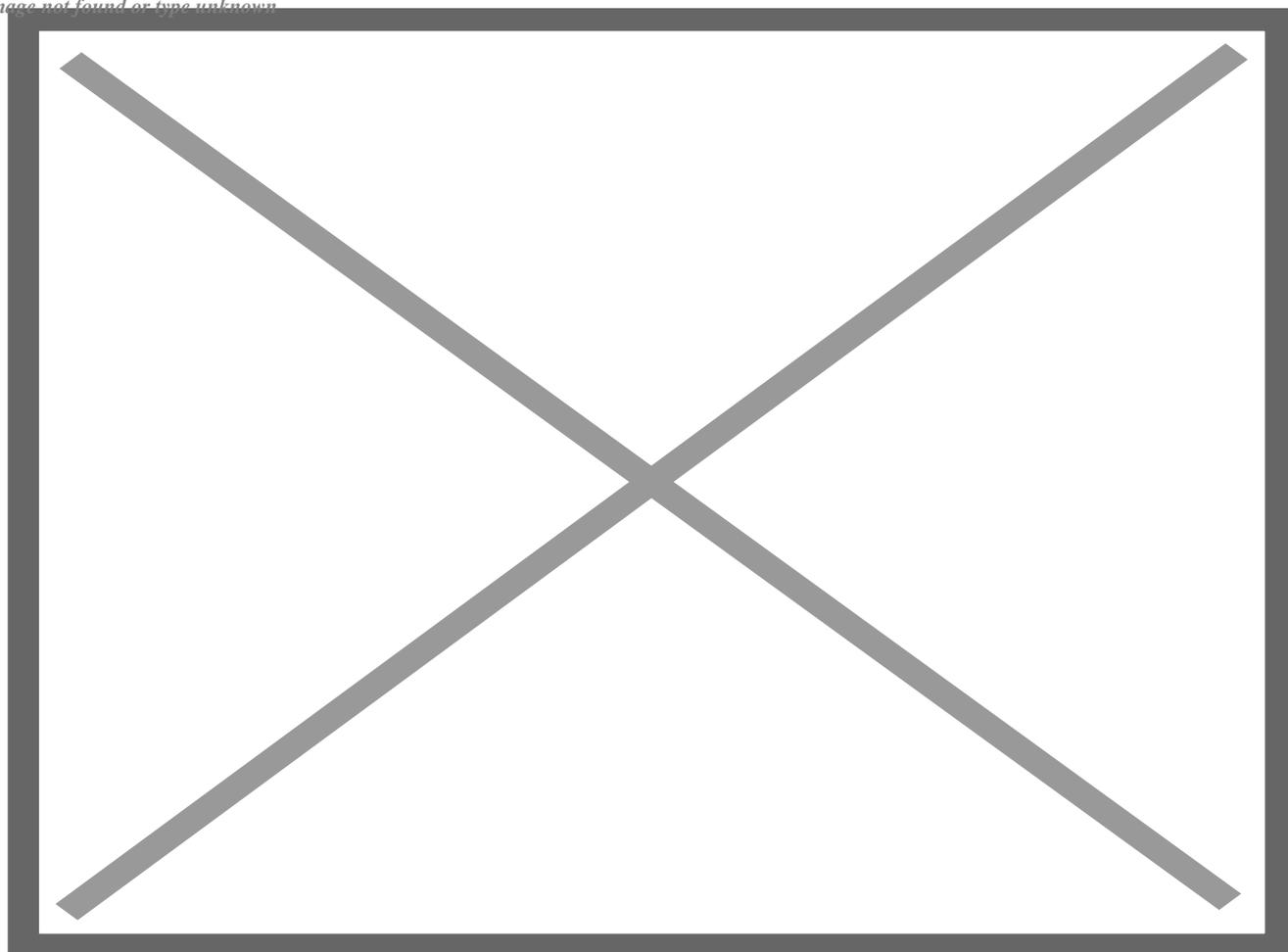


# *L'on discute de l'avenir dans les rues à Cuba*

---

*Image not found or type unknown*



La Havane, 21 décembre (RHC) Les mesures économiques annoncées par le Premier ministre Manuel Marrero font aujourd'hui l'objet d'un débat au sein de la population dans tout le pays, depuis l'augmentation des salaires des médecins et des enseignants jusqu'à l'actualisation des prix des carburants.

Chargé de présenter les actions prévues pour 2024, lors de la deuxième période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement a fait part des bonnes nouvelles concernant les paiements supplémentaires aux travailleurs des secteurs de la santé et de l'éducation, qui ont été bien

accueillies par les citoyens.

Il a assuré que, bien qu'il ne soit pas possible d'augmenter les salaires de tous les employés de ces secteurs, l'intention est d'augmenter leurs revenus, de les stimuler moralement et d'améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Dans le cas de la santé, des paiements seront établis pour le service de nuit, une rémunération supplémentaire pour l'exposition et la complexité, les années de service et l'effort maximal. Dans le domaine de l'éducation, ils recevront des paiements supplémentaires pour l'ancienneté et la surcharge des enseignants.

D'autre part, la décision d'augmenter le prix du carburant est l'une des mesures les plus discutées par la population, une transformation décrite par les autorités comme nécessaire pour organiser les déséquilibres internes du pays,

Alberto, vendeur de bonbons au coin d'une rue du quartier de Plaza de la Revolución, a déclaré que l'annonce de cette mesure pourrait entraîner des hausses de prix dans de nombreux services et une thésaurisation des produits.

Les conséquences pourraient être diverses, car aucun secteur de l'économie n'est épargné par le carburant, a-t-il déclaré.

Plusieurs mesures ont été annoncées pour trouver des solutions aux problèmes nationaux, mais celle-ci est peut-être la plus suivie par les Cubains.

Selon l'avis de nombreux spécialistes, l'impact pourrait être le plus ressenti dans un pays où l'inflation augmente, qui tente de mettre de l'ordre dans son système économique et qui est confronté au blocus économique, financier et commercial des États-Unis, le plus important et le plus long de l'histoire.

Malgré cela, les dirigeants cubains restent déterminés à donner la priorité à la durabilité des principaux avantages pour l'ensemble de la population, en particulier pour les secteurs les plus vulnérables.

Devant le Parlement, le ministre cubain des finances et des prix, Vladimir Regueiro, a assuré que la projection maximale des dépenses totales pour 2024 est de 480 707 millions de pesos, ce qui représente un taux de croissance de 37 %.

Selon les calculs de ce portefeuille, un tel chiffre assure les principaux secteurs et programmes sociaux tels que la santé publique, l'éducation, la culture, les sports, l'assistance et la sécurité sociale et inclut également les demandes de financement du secteur des entreprises et les dépenses liées à la dette publique.

Regueiro a expliqué que 63 % des dépenses totales seront allouées à ces domaines prioritaires l'année prochaine, ce qui, selon lui, renforce le caractère social marqué du budget et les efforts déployés dans des conditions très difficiles. S'adressant à l'Assemblée, Marrero a souligné l'engagement de continuer à travailler pour améliorer les indicateurs de l'économie nationale et, par conséquent, la qualité de vie.

Dans la rue, beaucoup commentent les conséquences possibles des changements prévus pour 2024, mais reconnaissent en même temps que les mesures visent à stimuler la nécessaire reprise économique. (Source Prensa Latina)



## **Radio Habana Cuba**